

Intervention du Secrétaire-General de l'Union pour la Méditerranée,
Fathallah Sijilmassi, à la 17^{ème} Réunion du Bureau (Élargie) d'ARLEM

Murcia, 3 Mai 2016

M. le Président de la Région de Murcia,

M. le Président du Comité des Régions, et M. le Maire de Beit Sahour, Co-Présidents de ARLEM,

Mesdames et Messieurs les membres du Bureau élargi de l'ARLEM

Monsieur le Maire de Murcia,

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais d'abord remercier ARLEM de m'offrir cette opportunité de participer à cette importante réunion.

L'ampleur grandissante des défis en Méditerranée, la migration irrégulière, la lutte contre le terrorisme, le besoin d'un dialogue interculturel et interreligieux plus que jamais renforcé, font ressortir plus que jamais auparavant l'importance de la coopération régionale pour faire face à ces défis de dimension régionale.

Une conviction est indéniablement partagée ici : la région euro-méditerranéenne a besoin d'une mobilisation continue des efforts, d'une confirmation de la volonté politique en ce sens et d'une approche globale et équilibrée des enjeux.

L'année 2015 a marqué un tournant. Le monde, et l'Europe en particulier, a dû faire face à une nouvelle réalité dans ses relations avec le Sud et l'Est de la Méditerranée.

Une réforme de la politique européenne de voisinage a par ailleurs été engagée, afin de la rendre plus efficace et plus adaptées aux besoins et difficultés des pays du Sud.

Je partage le constat que faisait Mme. Quart tout à l'heure lorsqu'elle jugeait la capacité militaire de l'Europe comme n'étant pas le seul outil pour assurer la sécurité et la prospérité de la région.

C'est bien notre contribution au développement durable, à la croissance économique, à la promotion de la démocratie et au dialogue interculturel qui sera la meilleure réponse aux origines profondes de l'instabilité, la pauvreté et l'intolérance.

Priorités pour lesquelles le Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée s'implique toujours d'avantage ces dernières années et qui constituent nos priorités :

- L'employabilité des jeunes et la croissance économique inclusive ;
- Le développement durable et les infrastructures et ;
- La promotion du rôle des femmes dans des sociétés plus ouvertes et tolérantes.

Dans ces secteurs également, une approche régionale peut contribuer de manière efficace à la stabilité, au développement socio-économique et des infrastructures. L'intégration économique régionale est un puissant facteur d'amplification du développement économique et social.

Notre cadre d'action ne se limite pas au niveau inter-gouvernemental. Il doit être développé à tous les niveaux, dont bien sûr, le niveau territorial.

La coopération développée entre les représentants locaux élus, soit au niveau municipal soit au niveau régional, est d'une importance considérable, car vous êtes dans une position privilégiée pour l'identification des questions concrètes auxquelles il nous faut trouver des réponses effectives.

L'UpM est un écosystème. Mobiliser et accroître les synergies avec toutes les institutions de cet écosystème est un objectif essentiel car tous tendent vers les mêmes objectifs politiques globaux de stabilité régionale, d'intégration régionale et de développement humain régional.

Le réseau des autorités régionales et locales est un outil essentiel pour se rapprocher davantage des populations et pour adapter le travail de l'UpM aux besoins locaux spécifiques (exemple de développement urbain). Il est également très utile pour entreprendre des actions sur les questions de la migration, de l'extrémisme et du terrorisme. Enfin, il constitue un cadre supplémentaire adapté pour renforcer l'échange des meilleures pratiques et la coopération régionale entre les autorités locales (coopération décentralisée), en pleine coordination avec les États membres ;

Il est nécessaire de promouvoir un cadre régional afin que les collectivités du Nord, du Sud et de l'Est de la Méditerranée puissent identifier les meilleures méthodes et projets qui permettront de faire avancer le développement et les conditions de vie de ses citoyens. Il nous faut développer des synergies, trouver des complémentarités et échanger des informations sur les meilleures pratiques disponibles, afin que le travail de coopération que beaucoup d'entre vous développent depuis des années puisse être répliqué et amplifié au profit de toute la région euro-méditerranéenne.

2015 a représenté une année charnière pour l'Union pour la Méditerranée. Dans un contexte troublé, l'UpM s'est vue reconnaître un rôle important dans la Politique européenne de voisinage, il faut mettre en œuvre cette résolution importante.

En même temps, au niveau international, l'UpM s'est vue attribuée le statut d'Observateur par les Nations Unies, un exemple très concret de la reconnaissance croissante du travail que l'on développe. L'UpM est de plus en plus sollicitée en tant que partenaire pour la coopération au développement et pour la création de synergies avec d'autres organisations internationales – comme le démontrent les divers Protocoles de Coopération qui ont été signés avec des institutions de relevance comme l'OCDE, UNESCO, l'Agence International d'Energie, UN-Habitat etc...

Lors de la Conférence ministérielle informelle à Barcelone en novembre 2015, 20 ans après le lancement du Processus de Barcelone, les ministres des Affaires étrangères et leurs représentants, sous la présidence de Mme

Federica Mogherini, Haute Représentante de l'Union Européenne, et de M. Nasser Judeh, Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères du Royaume hachémite de Jordanie, ont unanimement exprimé leur engagement commun à travailler ensemble en vue d'une coopération régionale approfondie et opérationnelle dans le cadre de l'UpM.

Face à l'ampleur des enjeux en méditerranée, notre défi est de nous assurer que le travail entrepris dans nos six secteurs d'activité – c'est à dire le développement des entreprises, le transport et développement urbain durable, l'énergie, l'eau et l'environnement, l'enseignement supérieur et les affaires civiques et sociales – aura un réel impact sur l'intégration régionale, le développement socio-économique et le développement infrastructurel de toute la région. Ce que j'appelle le réflexe régional est trop faible en Méditerranée. De par leur effet démonstratif, les projets UpM, même en nombre limité, peuvent contribuer à inverser cette tendance.

Aujourd'hui, l'UpM compte déjà 41 projets labellisés, avec un budget total qui dépasse les 5 Milliards d'Euros, et dont 22 projets sont déjà en cours de mise en œuvre.

Les synergies entre les différentes institutions qui constituent l'UpM sont fondamentales avec la Fondation Anna Lindh pour la Culture et le Dialogue, l'Assemblée Parlementaire de l'UpM et ses commissions spécialisées, le réseau des Commissions Economiques, Sociales et Environnementales et, bien sûr, aussi avec ARLEM.

Il est nécessaire de renforcer ces liens, afin que le travail entrepris par chacun d'entre nous puisse être complémentaire et contribuer à notre objectif commun.

C'est pour cette raison que nous considérons le travail développé avec ARLEM d'identification de projets et d'évènements tangibles et concrets comme étant de la plus haute importance.

Le projet présenté par ARLEM, ayant comme support technique le réseau Medcités pour la création de capacités pour le développement urbain, a été lancé avec succès suite au soutien financier des autorités finlandaises.

Ceci est un exemple concret du travail conjoint que nous pouvons mener ensemble – mais il y en a d'autres, comme la Convention des Maires en faveur de l'énergie durable, le programme CES-MED ou l'initiative UPFI pour le financement de projets urbains, qui ouvrent la voie à une coopération entre le Secrétariat et ARLEM dans la préparation des réunions de la MedCOP et de la COP22.

Chers amis le Secrétariat de l'UpM est à vos côtés et sera prêt à soutenir les initiatives portées par l'ARLEM.

Nous défendons ici la même idée : il n'y a pas de sécurité sans développement et il n'y a pas de développement sans sécurité. Il nous faut développer les moyens effectifs de renforcer le nexus entre ces deux réalités afin de créer les conditions nécessaires au développement économique et social et de répondre de façon durable aux défis de notre région.

Nous devons le faire ensemble. Sachez pouvoir compter sur l'implication du Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée.